

**RAPPORT N°2022/3-20  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 30 juin 2022**

**OBJET : PHARE DE BEL AIR A SAINTE-SUZANNE – APPROBATION D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL A L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DU NORD DE LA REUNION**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 3 – MENER UNE POLITIQUE AMBITIEUSE EN FAVEUR DE L'EMPLOI / ENGAGEMENT 7 - DEVELOPPER LES PARTENARIATS AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES AUTOUR DE L'INVESTISSEMENT, DU FONCIER ET DE L'AMENAGEMENT DE ZONES ECONOMIQUES, DE L'INNOVATION, DE L'EMPLOI**

Par convention d'occupation temporaire du 20 novembre 2003, amendée par avenant du 26 novembre 2013, l'État-ministère de la Mer a autorisé la Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (CINOR) à occuper le domaine public maritime (DPM) afin de mettre en valeur le phare de Bel-Air, sur la commune de Sainte Suzanne, soit les parcelles cadastrées AD 2 et AD 3.

A l'échéance de ladite convention, la rénovation de ce monument historique a été retenue dans le cadre du volet immobilier du plan de relance 2021 de l'État. L'accès au phare de BEL-AIR, l'ancien logement du gardien, ainsi que l'ensemble de la parcelle AD 2 seront donc fermés pendant la durée des travaux soit 1 an à compter du 2<sup>ème</sup> trimestre 2022.

En parallèle, la CINOR avait mis à disposition de l'Office de tourisme Intercommunal du Nord de La Réunion (OTINR), un local d'environ 90 m<sup>2</sup> sis sur le site du Phare de Bel Air pour mener à bien ses missions d'accueil, d'information et d'animation touristiques, ainsi que certaines parties du phare telles que son rez de chaussée, le jardin, les sanitaires et la tour de ronde par le biais d'une convention de mise à disposition qui est arrivée à échéance le 30 juin 2021.

Compte tenu de la nouvelle convention de gestion entre la Direction de la Mer Sud Océan Indien (D.M.S.O.I.) et la CINOR prolongeant à titre gracieux l'occupation du domaine public maritime sur la seule parcelle cadastrée AD 3, il est proposé d'accorder à titre temporaire une autorisation d'occupation limitée à un local à l'OTINR afin de continuer à assurer le bon fonctionnement de ses missions pendant la durée des travaux engagés par l'Etat.

Les principales dispositions de l'occupation sont les suivantes :

- Occupation précaire et révocable sur le domaine public d'un local sur la parcelle AD 3 dont la gestion est confiée à la CINOR.
- Durée d'occupation : à compter de la date de notification, et jusqu'à sa date d'expiration, de la convention de gestion à titre gracieux entre l'État (D.M.S.O.I.) et la CINOR pour la mise à disposition de la parcelle AD 3 sur le site du phare de Sainte-Suzanne.
- Conditions financières : mise à disposition sans perception d'une redevance d'occupation, en contrepartie de laquelle l'OTINR se voit transférer par la CINOR, sur le local dédié à l'antenne de l'office, les obligations relevant habituellement du propriétaire, relatives au fonctionnement, à l'entretien et aux réparations de la propriété, à l'exception uniquement des travaux de consolidation de la construction.

Est joint en annexe de ce rapport, un projet de convention de mise à disposition temporaire du local précité.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la convention de mise à disposition temporaire d'un local sur le site du phare de Bel Air de Sainte-Suzanne situé sur la parcelle AD 3 à l'Office de Tourisme Intercommunal du Nord de La Réunion.
- Autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-20-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**DECISION N° 2022/3-20  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 30 juin 2022**

**OBJET : PHARE DE BEL AIR A SAINTE-SUZANNE – APPROBATION D'UNE CONVENTION DE MISE A  
DISPOSITION D'UN LOCAL A L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DU NORD DE LA REUNION**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 3 –  
MENER UNE POLITIQUE AMBITIEUSE EN FAVEUR DE L'EMPLOI / ENGAGEMENT 7 - DEVELOPPER LES  
PARTENARIATS AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES AUTOUR DE L'INVESTISSEMENT, DU FONCIER ET DE  
L'AMENAGEMENT DE ZONES ECONOMIQUES, DE L'INNOVATION, DE L'EMPLOI**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,  
Sur le RAPPORT n° 2022/3-20 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-20-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la convention de mise à disposition temporaire d'un local sur le site du phare de Bel Air de Sainte-Suzanne situé sur la parcelle AD 3 à l'Office de Tourisme Intercommunal du Nord de La Réunion.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 12  
Suffrages exprimés : 12  
Vote pour : 12  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

10 8 juil 2022

Le Président,  
Maurice GIRONCEL

